



CAHIERS

RÉPUBLICAINS

ESPAGNOLS

N° 1

ÉDITIONS " LIBERTAD "   
 10, RUE DES PYRAMIDES — PARIS-(1<sup>er</sup>)

ÉDITIONS " LIBERTAD "

CAHIERS

RÉPUBLICAINS

ESPAGNOLS

N° 1

Articles de M. Torres Campañá

Par la parution de cette brochure, le Groupe de Propagande « Libertad » du Parti d'Union Républicaine en exil, commence la publication de ses « Cahiers Républicains Espagnols », qui paraissent sous le même signe que notre hebdomadaire, exprimant un idéal et une doctrine : « LIBERTE, pour l'Espagne, pour la République ».

---

*La plupart des articles qui composent ce cahier, ont été publiés dans « La Nouvelle Espagne », « Liberation », « Le Republicain du Centre » et dans « Libertad ».*

---

## PRÉFACE

---

---

**S**I en regardant la France, la connaître c'est déjà l'aimer, nous autres, espagnols, accueillis dans ses villes et dans ses campagnes, intégrés dans l'économie du pays et davantage encore dans son esprit, nous nous efforçons également d'obtenir et de mériter la réciprocité de nos sentiments.

Tâche ambitieuse, sans doute, mais qui est rendue chaque jour plus facile par le fait que nos problèmes, nos luttes, nos expériences et même nos malheurs communs s'identifient à un degré plus élevé que l'on ne pourrait soupçonner.

Il est regrettable que l'insignifiante collection de travaux journalistiques groupés dans cette brochure n'ait pas une portée plus large, ni par le style — ce dont nous nous excusons — ni par la densité, le tout ne dépassant pas le niveau d'un modeste tiraillement de « guerrilla » politique, effectué au jour le jour.

Nous aimerions que leur incohérence apparente ne constitue pas pour nos lecteurs un motif d'inhibition mentale à l'égard du problème espagnol ; et que la perspective, souvent en angle, qu'il offre au public français ne devienne un angle mort pour l'action commune.

Heureusement, nous connaissons bien le subtil esprit français et nous sommes sûrs qu'il saura toujours trouver dans ces choses de l'Espagne une clarté — porte de l'âme — et une communauté — raison, sentiment, intérêt — que la Race, la Géographie et quarante siècles de civilisation ont établies pour rendre plus facile, grâce à une connaissance réciproque et cordiale, le travail d'ensemble de nos deux Démocraties, dans l'éternelle politique à faire et à refaire chaque jour..

M. T. C.

Quelques instants  
avec  
**MANUEL TORRÈS CAMPANA**

Orléanais d'adoption,  
Ministre du Gouvernement Républicain Espagnol \*

---

**O**UI, vraiment il y a une providence pour les journalistes. Je venais, en effet, de lire dans l'hebdomadaire « La Bataille », l'article de Salvador de Madariaga, intitulé : « La monarchie, voilà la solution espagnole », quand j'eus la chance de rencontrer en plein Paris, à deux pas de la Concorde, Manuel Torrès Campana.

Ministre de l'Intérieur du gouvernement Giral, venant du Mexique, il était l'hôte de Paris depuis peu de jours. L'occasion était donc belle d'entrer en rapports avec lui et de lui demander ce qu'il pensait du sort de sa patrie, qu'il dût quitter comme on sait à la suite de l'arrivée de Franco au pouvoir.

Cette raison, qui s'inscrit dans les grands problèmes politiques d'aujourd'hui, n'est pas la seule qui nous ait poussé à solliciter cette interview.

Au cours de sa vie de proscrit, Manuel Torrès Campana fut en effet amené à se fixer dans le Loiret pendant un certain temps. Il y a dans le département et particulièrement à Orléans, de solides et fraternelles amitiés. Amitiés dont d'ailleurs il me parla avec chaleur et émotion. Evoquant des sites qui lui sont toujours familiers, égrenant des souvenirs, contant des anecdotes, il revivait un passé qui lui est infiniment cher. Dans cette France qui est sa seconde patrie, Orléans et ses environs, ont, à n'en point douter, toute sa prédilection.

\*  
\*\*

— Salvador de Madariaga, Monsieur le Ministre, écrivait, ce matin même, dans « La Bataille », ces lignes que vous connaissez sans doute :

« Il semble à peu près certain que si le pays avait la certitude que la dictature, en tombant, serait remplacée par une monarchie avec la collaboration des socialistes, aussi bien que des catholiques, le régime du général Franco toucherait à sa fin ».

Aussi, je voudrais demander à la personnalité que vous êtes, au fervent républicain que vous avez toujours été, d'évoquer la situation actuelle de l'Espagne.

— Ecoutez bien, me répondit Manuel Torrès Campana, (cette réponse je la transcris telle qu'elle m'a été donnée, sans en changer le moindre mot). Il n'est pas besoin de se sentir un Talleyrand, pour savoir que la politique internationale d'un pays est toujours imprégnée de ses soucis, de ses intérêts et de l'idéal politique intérieur.

« Le régime de Franco est un système complet, le même qui a été écrasé par les Nations Unies sur les champs de bataille. Il n'a aucune possibilité d'adaptation à la vie normale civilisée.

Ceci est une première vérité.

Franco quoi qu'il fasse pour se dégager — régence, monarchie, coup d'Etat unitaire, plébiscite ou même élections — ne fera jamais qu'un camouflage de la laideur initiale.

Il ne trompera que ceux qui ont intérêt à être trompés.

« Il y a un an, quelques hypocrites répétaient à l'envie : « La question Franco est une affaire espagnole... Evitons la guerre civile en Espagne... » Et Franco de profiter de ces clameurs pour terroriser davantage et pour jouer de cette crainte qui lui sert, ou du moins lui servait pour tenter de dissimuler, aux yeux des démocrates du monde, son impuissance et son illégitimité..

Et puis, plus tard, faisant écho à certains mandements du Saint-Siège, quelques voix américaines ont prôné la médiation..

Médiation ! Aucun républicain espagnol ne pourrait admettre que Don Diego Martinez Barrio, Président de la République Espagnole, entre en rapport avec ce Franco, bourreau de notre peuple, dont les mains sont tachées de sang innocent.

Qui aurait compris, dites - le moi, que de Gaulle négocîât avec Pétain, Pierlot avec Degreile ; les Norvégiens avec Quisling et les républicains italiens avec Mussolini ?

Voyez-vous (et à ce moment - là, la voix de Torrès Campana se fit plus vibrante), oui, voyez-vous, le germe morbide que toute dictature porte en elle est précisément l'impossibilité de succession. Qu'on le veuille ou non, que Salvador de Madariaga le nie ou non, en dehors de Franco, de sa sinistre phalange, dont les éléments nombreux déjà quittent l'Espagne, en dehors de leurs complices, il n'y a rien que la masse des intellectuels, les artisans, les commerçants, les industriels, les fonctionnaires, le peuple, tous rangés contre Franco et pour la République.

Les monarchistes, même d'occasion, ne comptent plus. Cela est de la comédie, comme l'écrivait l'autre jour le « Manchester Guardian ».

Mais, et il faut que tous les français le sachent, chaque jour qui passe avec Franco au pouvoir c'est pour le peuple espagnol, la terreur, la famine, le chômage, la paralysie industrielle et commerciale, la ruine. C'est aussi la déception et le désespoir.

Et sur le plan international, chaque jour qui passe avec Franco à Madrid, c'est Tanger sans issue, ce sont les Détroits mis en cause, ce sont les grandes routes impériales françaises, américaines et même russes plus ou moins en danger. »

A ce moment-là, Manuel Torrès Campana, d'une voix plus nuancée, me dit toute sa reconnaissance pour la France qui se montre si compréhensive à l'égard des républicains espagnols.

« D'ailleurs, ajoute-t-il, si nous regardons l'affaire Franco, sous un angle strictement franco-espagnol, nous arrivons sans effort à conclure à l'urgence d'un accord. Nos buts sont les mêmes : organiser nos deux pays dans un système de liberté, de démocratie, d'ordre établi sur la justice, de paix et de sécurité.

Mais permettez - moi d'ajouter encore quelques mots. Dites-bien toute la gratitude que nous éprouvons pour le général de Gaulle et pour son gouvernement, pour l'Assemblée constituante, pour tous les partis et groupes politiques qui nous soutiennent dans notre action, et aussi pour la presse française si vibrante et si généreuse. »

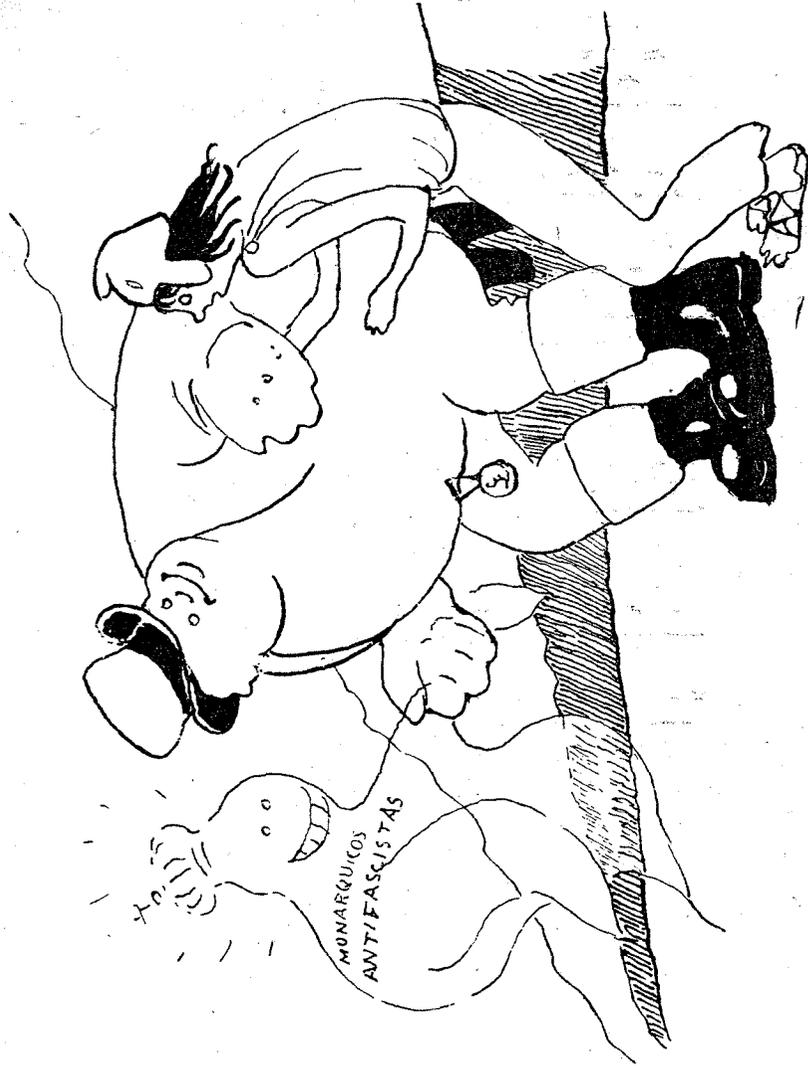
C'est sur ces paroles que j'ai quitté notre ami.

Dans l'intérêt de l'Espagne, dans l'intérêt de la France et des Nations Unies, je forme des vœux pour que bientôt la République soit à nouveau proclamée à Madrid.

Ainsi le dernier vestige du fascisme en Europe aura disparu. Et au delà des Pyrénées, tous les hommes de bonne volonté pourront enfin reprendre goût à la vie.

Paul TETAU.

(\*) « Le Républicain du Centre », Orléans, décembre 1944.



(Dessin de Andres Torres)  
 « Libertad » Août 1947

La Réalité et le Fantôme.

## L'heure de la France

**Q**UAND on bénéficie du droit d'asile, on a le devoir de ne pas se mêler des affaires intérieures du pays qui vous accueille. Nous, espagnols, nous nous sommes fait un devoir, presque une religion, de cette observation du droit international.

Mais croyez-vous qu'un homme, quelle que soit sa nationalité, puisse se désintéresser de la France, des idées françaises, de la situation, des joies, des angoisses françaises ? Il n'est pas possible qu'il y renonce, cela le dépasse, c'est plus fort que lui : il faut qu'il s'en soucie, et cet humble espagnol, fusillé au champ de Groue au nombre des dix-sept martyrs, en témoigne pour tous. Voilà la grande emprise de la France sur le Monde, cette « universalité française » que nous, européens, acceptons volontiers et que les autres peuples de la terre reconnaissent aussi, bon gré mal gré.

! \*  
 \* \*

Tous, nous avons besoin de vous, la France. Tant que la surface de notre planète n'aura pas subi une troisième grande catastrophe géologique, la France se trouvera située au carrefour de l'Europe. Votre situation militaire vous y place déjà ; faut-il rappeler les champs catalauniques, la Marne et la guerre actuelle ? Vous êtes aussi au carrefour politique de l'Europe. Vous êtes au point de rencontre diplomatique. Il serait trop long et prétentieux, pour un observateur étranger, de vouloir interpréter votre histoire d'une façon objective et réaliste. Mais en ce moment, à cette heure si grave, voilà tout simplement comment nous voyons autour de vous et de nous.

Vous êtes libérés, maintenant. Au point de vue militaire et sans sous-estimer l'effort magnifique des F.F.I.,

on vous a libéré d'une façon merveilleuse. Mais ce n'est pas le côté militaire qui nous intéresse le plus, et parlant au sens profond et historique de votre libération, on peut dire sans défigurer la vérité que c'est vous, Français, qui avez reconquis votre patrie, parce que depuis la défaite de 1940 (désagrégation d'une armée et d'un Etat) vous avez su faire l'unité nationale qui n'existait pas en 1940, ce qui revient à dire que vous avez déjà refait la Nation française. Vous, tout seuls. Vous êtes maintenant plus unis que jamais dans votre histoire, plus qu'à Valmy, plus qu'au Jeu de Paume, beaucoup plus que face à la Bastille, infiniment plus qu'avec Jeanne d'Arc, si on peut le dire sans tomber dans l'hérésie.

Nous, étrangers, nous nous rendons compte plus exactement encore que vous-mêmes de ce phénomène de psychologie collective. Votre unité morale, le vrai, le profond et constructif patriotisme, devient en ce moment votre force immense. Car vous êtes unis aujourd'hui non seulement par la communauté dans la souffrance, par la lutte contre l'envahisseur, mais encore par une force positive, créatrice, par une conviction commune et une action d'ensemble. Quatre années de domination allemande, 50 mois « d'ordre nouveau » ont fait pour la démocratie — pauvre démocratie si méprisée — et pour la République si calomniée, plus que toutes les propagandes. On peut le constater partout, en causant avec les français d'idéologies les plus disparates. En outre — ce qui est encore plus — vous avez fait le miracle d'éviter toute tentative de guerre civile — la grande peur de notre siècle —, toutes velléités partisans, toute explosion irréfléchie des haines accumulées. Tout cela, qui peut-être vous échappe parce que c'est la trame de votre vie quotidienne, nous apparaît merveilleux à nous espagnols. Nous avons eu à subir les horreurs d'une lutte fratricide engagée par l'étranger, notre ennemi commun qui, se battant chez nous, recherchait déjà à vous couper de votre Empire. Oui, vous avez déjà refait votre unité, votre nation ; vous avez, tout seuls, reconquis moralement votre patrie, seule conquête durable, et, situés au carrefour de l'Europe, vous tenez en mains votre destin grâce à votre action et à votre exemple.

Continuez sur cette voie de progrès moral. Vous avez devant vous, toutes ouvertes, les grandes portes de l'Histoire comme autrefois. Sachez profiter de cette occasion qui vous est donnée ; les conjonctures historiques ne se

prodiguent pas. Ne tombez pas dans le vide d'une démagogie facile ; ne vous penchez pas trop sur les aspects négatifs de votre lutte à l'intérieur et à l'extérieur ; évitez les enrégés professionnels ; écartez les sectarismes systématiques. Faites des choses simples, pratiques, efficaces ; mais agissez vite, avant que les diplomates qui ont besoin de vous pour assurer leur politique, ne tentent de vous endormir ou de vous élaner.

Ecoutez la voix des humbles qui vous aiment et qui ont fait leur expérience dans le malheur, pour n'avoir pas pu à temps faire œuvre pratique et pour avoir ensuite glissé de bonne foi sur la pente des haines et avoir suivi le courant négatif de l'esprit partisan. Nous en sommes presque guéris maintenant et nous ne saurions trop insister auprès de nos bons amis pour qu'ils sachent profiter de cette expérience au moment le plus grand de leur histoire.

Les jours de gloire qui viennent d'arriver tiennent leur grandeur non pas de ce qui vient de se passer, mais des promesses d'avenir qu'ils vous apportent et qu'ils apportent à tous, car le monde libre compte sur vous. Pardonnez-nous si vous croyez qu'ainsi nous nous sommes mêlés de vos affaires, mais écoutez les amis qui, vous salueant fraternellement, vous offrent leur reconnaissance de toujours.

« Libération », d'Orléans octobre 1944.

## Une nouvelle non intervention ?

C'EST avec une grande joie que nous lisons tout ce que les journaux français dédient à l'Espagne. C'est tout naturel. Nous, espagnols, étions dans l'angoisse du morne silence qu'on gardait sur notre pays; car on pouvait soupçonner dans un tel néant, prémédité et obstiné, plus qu'un oubli, plus encore qu'un mépris, un abandon définitif au tombeau de l'Histoire.

Heureusement, la libération de la France, vrai commencement de celle de l'Europe continentale, est intervenue à temps pour briser la glace. On peut publiquement parler aujourd'hui des faits se rapportant à nos deux pays, et on peut assimiler nos malheurs, nos ennemis, nos espoirs. Nous tenons à remercier infiniment tous les écrivains, hommes politiques, journalistes français du ton amical, fraternel, touchant qu'ils mettent en parlant de l'Espagne, quelle que soit la ligne spirituelle et politique de leurs exposés. A tous notre reconnaissance au nom de tous les espagnols.

Tout récemment nous avons lu quelques observations faites à « France Libre » par M. Ayme-Guerin. Peut être, il serait bon d'en examiner la portée, sans aucun propos polémique, et seulement cherchant à fixer la réalité historique en ce qui concerne nos deux pays. Nous saurions gré à M. Ayme-Guerin de bien vouloir accepter à l'avance, nos excuses.

L'essentiel des observations de M. Aymé-Guerrin on peut le résumer ainsi :

« Franco, qui avait reçu de ses amis tant de soldats et tant de matériel, il pouvait aux jours sombres de 1940 nous planter un second poignard sur le dos; s'il avait été aussi niais que nos dirigeants d'alors, il pouvait, comptant sur la victoire allemande, mettre la main sur Gibraltar; et l'on sent de quel poids cette occupation eût pesé sur la bataille de la Méditerranée. Il ne l'a pas fait. Et parce qu'il ne l'a pas fait, la France non plus ne fera rien contre lui. Le reste ne nous intéresse pas; c'est l'affaire des espagnols ».

Oui, oui... Le reste, c'est l'affaire à nous, espagnols. Mais à cette théorie diplomatique — théorie seulement — si serrée, on nous per-

mettra d'y revenir à la fin de ces lignes. Pour l'instant ce que nous voulons considérer de près, ce qui peut intéresser les français, c'est la vérité historique, les faits réels touchant à votre défaite de 1940 et à la guerre en général.

Premier fait. En 1940, quoi qu'on dise, l'Espagne n'était pas en mesure de recommencer une guerre en force, telle qu'il aurait été nécessaire de la faire pour vous attaquer par les Pyrénées et en même temps pour foncer sur Gibraltar. Ni le peuple, ni l'armée, ni les finances, ni le réseau des communications, ni les moyens de transport étaient disposés, depuis une guerre civile de trois ans. Il nous paraît superflu de le démontrer. Mais, aux effets dialectiques on peut admettre, nous l'admettions volontiers, que les manquements espagnols dans tous ces domaines matériels auraient pu être comblés par les puissances de l'Axe, ce qui ajoute à une propagande totalitaire bien menacée, aurait pu élaner le Peuple espagnol contre vous et contre l'Angleterre pendant l'été 1940. Mais, la réalité est toute autre. En ce qui concerne Gibraltar, l'Espagne aurait été mise hors de combat avant même de déployer la première unité. La baguette magique de M. Roosevelt aurait tout paralysé; pas de blé, pas de viande, pas de coton, pas de pétrole; ceci en ce qui concerne l'importation. En outre, tout le marché espagnol d'exportation, traditionnellement acheminé voie Londres, ou passant par des mers contrôlées par la marine anglaise, aurait naufragé pour longtemps, sinon pour toujours, les puissances de l'Axe ne pouvant et ne voulant transporter, ni payer.

Dans cette situation d'ensemble, on peut dire vraiment que l'Espagne « put mettre la main sur Gibraltar?... »

Deuxième fait : les Pyrénées. C'est mieux une chaîne de faits comme des montagnes. Regardez. Est-ce qu'il était nécessaire d'attaquer la France par les Pyrénées en juin 1940, depuis le stage du Maréchal Pétain à Madrid pendant une année, en pleine euphorie totalitaire? La promesse de Franco faite à Pétain personnellement — et à lui seul — de ne pas attaquer, ne peut se rapprocher de la fameuse phrase de Pétain, en avril 1940, « ils auront besoin de moi d'ici quelques semaines ? » Est-ce que par hasard l'intervention de l'Ambassade espagnole dans l'armistice appartient à la catégorie des faits providentiels et surnaturels?...

Il y a dedans tout l'effroyable mystère de la cinquième colonne dans tout le Monde. Les capitulars, les apeurés, les fascistes, ceux de bonne foi et ceux à la solde, agitent alors l'épouvantail d'une troisième frontière, pour miner encore plus la résistance de la République, pour s'infiltrer dedans, aussi bien dans le 2<sup>e</sup> bureau que dans l'Etat-Major et au Gouvernement, afin de paralyser l'effort démocratique; après quoi, on calomniait le régime, on le discréditait, et enfin — oh, divine surprise! — on l'évinçait, on le substituait...

Cette vraie, authentique, historique escroquerie politique, les français sont en train aujourd'hui de la dévoiler et de la traduire en Cour. Pour contribuer à l'éclaircir, les Espagnols tenons à préciser le rôle joué par Franco, refusant comme espagnol une gratitude mal fondée, pour ne pas avoir à répondre des méfaits quand ils seront jugés.

Vous français, vous êtes chez vous; c'est à vous de régler vos affaires intérieures et extérieures; personne ne pense à s'y immiscer. Nous, espagnols, nous savons bien ce que nous devons au droit d'asile, à l'hospitalité généreuse du peuple français; nous ne ferons jamais quoi que ce soit qui puisse apporter des ennuis; au contraire,

nous ne nous sommes jamais arrêtés pour faire l'addition des morts, des fusillés, des déportés. Et il y en a — mon Dieu ! — de Dunkerque à la Libération, en passant par Bir-Akheim, Tunisie, Italie...

L'avenir de l'Espagne non plus, n'est lui aussi, qu'une affaire à nous. Evidemment. Mais, en ce moment, au milieu du XX<sup>e</sup> siècle c'est impossible de se retrancher derrière cette formule diplomatique, vide de sens, qui proclame l'autarchie politique absolue de peuples. C'est à cette grande erreur isolationiste, qu'on doit, d'abord, l'échouement de la S.D.N. et de la sécurité collective d'entre deux guerres. Et tant qu'on ne fixera un minimum de substance démocratique dans chaque Etat partenaire, toute S. D. N. portera en soi le cancer de l'inefficacité, le danger de mort. On ne peut additionner que des quantités homogènes.

Eh, bien ! La France a un grand rôle à jouer dans le Monde ; la France doit avoir une grande place parmi les Peuples directeurs de l'Europe ; tous les hommes libres du Monde exigent, pour la France, le siège qui lui revient... Mais, alors, permettez-moi, de demander, alors, pourquoi faire ? Pour se promener sur la planète ? Pour faire des discours creux à une nouvelle S. D. N. ? Pour retomber dans de nouveaux Comités de non-intervention ?

La non-intervention mène à Munich. Munich c'est la défaite morale. Après quoi, c'est la catastrophe ! Veut-on le répéter, tout en commençant par faire un journalisme de chancellerie ?

Je pose la question à tous les Français de bonne foi, car c'est à la France de s'intéresser à leurs frontières et à leurs lignes de communication avec l'Empire. Sans compter les autres raisons politiques et économiques qui unissent nos deux pays, aujourd'hui plus que jamais et que le général de Gaulle vient de citer dans son dernier discours, à Grenoble, en faisant allusion « aux vrais amis de la France ».

Dont nous, républicains espagnols, nous sommes les plus humbles, mais les plus sûrs, car nous n'avons — entre la France et l'Espagne toutes deux républicaines — aucune surface de friction.

« Le Républicain du Centre », Orléans, octobre 1944.

## La Victoire

### Nous étions-là...

(A l'occasion des Fêtes de mai 1946)

**L**ES Nations Unies viennent de célébrer la Victoire. Musiques, défilés, bals, fêtes, cérémonies de toutes sortes, rien n'a été négligé.

Fort bien, d'ailleurs. La joie, suivant de près l'effort victorieux, c'est une chose humaine, grande et belle ; l'allégresse triomphale ouvre le cœur et l'esprit à tous les espoirs, plus que toute autre émotion, sous peine de devenir, la joie, une simple et banale frivolité.

Dans cette deuxième année de la Victoire, comme toujours, les espagnols se sont fait un devoir d'aller rejoindre leurs amis, les vainqueurs, et modestement mêlés dans la foule — le seul endroit qui leur convient — ils se sont associés avec ferveur aux éclats de l'enthousiasme par « la » Victoire commune.

\* \*

Tout le monde se rappelle de l'appoint de sacrifice et de sang espagnol à Narwick, à Dunkerque, à Bir-Hakeim, en Syrie, en Tunisie, en Italie et en France.

Aussi, dans les camps de concentration de Dachau, d'Auschwitz, Oranienburg et surtout Mathausen, le nombre d'espagnols exterminés, en tant que libéraux et démocrates, se mêle dans l'horreur et dans l'honneur, avec ceux des français, russes, polonais, tchèques, etc., qui ont été sacrifiés par le nazisme.

En outre, on est forcé de le rappeler, ceux qui sont tombés en Espagne, pendant la guerre civile, et après, en martyrs de la lutte contre les dictatures, sont aussi des morts, des héros, pour la cause sacrée des Démocraties.

Aucun homme honnête ne saurait en douter. Nous en avons la dignité du nombre et de la qualité.

\* \*

Peut-être, ce n'est pas très élégant de le répéter, faisant étalage de nous-mêmes. Il nous sera permis de dire que tous les vainqueurs, sans exception, en font le motif de leur orgueil. Et non seulement à la Presse, mais dans les discours des « Grands » hommes d'Etat, l'on retrouve toujours l'usage, et souvent l'abus hyperbolique de cet apport à la cause commune.

Nous, espagnols, qui n'avons pas encore été libérés, les seuls non encore incorporés à l'estrade des vainqueurs, malgré nos efforts dans les rangs ; nous, épris de liberté, fiers de notre cause républicaine et démocratique, sûrs de l'heure historique qui vient de sonner POUR NOUS AUSSI, nous croyons être en droit de nous attribuer une partie de « la » Victoire acquise.

Et de signifier que celle-ci ne sera pas totale, si les totalitaires ne sont pas chassés de partout, COMME ON L'AVAIT PROMIS PUBLIQUEMENT ET SOLENNELLEMENT.

\*  
\*\*

« La » Victoire n'est pas UNE victoire. La Victoire doit être complète et pour tous les combattants. Une et indivisible.

Dimanche dernier, en regardant la silhouette svelte et magnifique de l'Arc de Triomphe, dans le bruit des cuivres et la clameur du peuple, nous avons fixé nos yeux sur la Victoire sculptée, majestueuse couvrant de ses plis tous les héros, d'un bout à l'autre du groupe symbolique. Nous avons songé alors sans amertume, au contraire, avec fierté, avec fermeté et orgueil d'espagnols que nous aussi, nous « y étions »... Aux défilés, aux fêtes, comme au sacrifice. Aux Champs-Élysées le 12 mai 1946, comme le 23 août 1944 avec les blindés de Leclerc.

En ce moment solennel, nous avons rêvé, à notre tour, pour que tous, TOUS, « soient » aussi, afin de hâter « la Victoire » totale et complète, sur la Puerta del Sol, à Madrid, le plus tôt possible.

C'est là que la guerre a commencé. Et c'est bien là-bas que les événements sont en train de la faire terminer. Il suffirait d'un coup d'aile seulement et simplement, pour que « la Victoire » totale s'accomplisse, redonnant à l'Espagne — et au Monde — la joie vraie et sincère du travail bien fait, ainsi que le goût de revivre et l'espoir dans l'avenir.

Mai 1945.

## Vive la République Espagnole !

14 Avril 1931 !

**L**A République espagnole fut proclamée ce jour-là sans que fût versée une seule goutte de sang de ses adversaires; mieux, le Peuple protégea le départ de la famille royale abandonnée par son chef et par ses propres amis ; aucune peine de mort ne fut demandée.. Cet exemple étonna le monde !..

Cette République vécut cinq ans dans une paix relative ; puis, trois en une guerre non pas civile mais étrangère, et maintenant elle entre dans sa sixième année d'exil, de persécution, de douleur.

Mais jamais la République espagnole n'a cessé d'exister ; ses partis politiques ont continué leur activité pendant l'exil et son Parlement et ses Institutions ont continué à fonctionner pour autant que les vicissitudes inhérentes à la condition d'émigrés le lui ont permis. Les républicains espagnols n'ont jamais accepté leur défaite, parce qu'il n'y a jamais prescription contre le Droit et la Raison ; et, les uns dans l'exil, les autres dans les cachots d'Espagne, dans les camps de concentration, devant les pelotons d'exécution, tous toujours, ratifièrent leur foi et leur idéal. Des milliers d'espagnols ont continué et continuent encore leur lutte active contre les dictatures, dans les rangs de l'armée française libre, où plus de quinze mille d'entre eux ont payé de leur vie leur amour à la liberté des hommes et à l'indépendance des peuples en combattant à Narvik, à Dunkerque, à Bir-Hakeim, en Syrie, en Tunisie, en Italie, et finalement en France, de la Normandie à Paris et de Marseille à Strasbourg.. Sans oublier, en outre, le demi-million de morts pendant la guerre d'Espagne, tombés pour la cause commune de la Démocratie.

S'ils pouvaient revenir en arrière, pas un des Etats qui, en 1936, couvrirent leur angoisse devant les dictatures avec la politique de non-intervention, pas un ne soutiendrait aujourd'hui cette vieille farce.. De même que, sans la France, ou contre elle, on

ne réussira jamais, un système européen stable ; de même il n'y aura jamais de tranquillité en Méditerranée sans un régime démocratique en Espagne.

La honte et l'humiliation d'être obligés de tolérer Franco ont été l'hypothèque payée par les démocraties pour leur panique de 1936, qui les a obligé depuis à mendier le libre accès de leurs routes impériales, dont la clef se trouve en Espagne.

Aujourd'hui donc, où l'on réorganise la Grèce, où l'on reconstruit la Pologne, où ressuscite la Tchécoslovaquie, où l'on reconnaît l'Abyssinie, où l'on restaure l'Italie, où l'on parle déjà de la rédemption de l'Allemagne, il est impossible de laisser plus longtemps la République espagnole éloignée du concert international ; il est inadmissible de soutenir Franco, le dernier dictateur, traître à tous, le seul chef d'Etat européen qui ne soit pas plébiscité par les vœux populaires, spectre d'Hitler et de Mussolini, ses protecteurs, vains fantômes d'un passé révolu.

La peur a toujours été une des plaies de l'humanité. A la peur de Hitler, déjà surmontée, s'est substituée la peur à l'extrémisme plus ou moins fondé dans certains pays. Pour ce qui est du nôtre, nous, démocrates espagnols, nous pouvons proclamer que nous demandons justice, mais que nous n'exercerons aucune action terroriste, ni même une politique de représailles ; nous désirons terminer avec la guerre civile et, une fois pour toutes, avec toutes traces de dictature, en donnant à nos ennemis une leçon de civisme non plus avec la candeur, mais avec la même sereine grandeur qu'en 1931. Il est nécessaire que le monde entier voie en nous une garantie de légalité et de stabilité ; il est indispensable que le monde civilisé se rende compte que les républicains espagnols, les masses ouvrières, les classes moyennes, intellectuelles et productrices d'Espagne, tous unis contre Franco, proclament leur adhésion et respect à la Constitution de 1931, révisable en son temps, et à ses institutions démocratiques, ni plus ni moins normale que celles d'autres pays d'Europe.

Précisons bien. Nous ne voulons pas revenir sur le passé. Une des plus graves erreurs de la paresse intellectuelle et de l'égoïsme humain consiste à croire que l'Ordre, avec majuscule, peut se stabiliser, aujourd'hui comme hier, en arrêtant l'horloge de l'Histoire suivant la volonté des rassasiés. Non, l'ordre humain, dynamique, militant, se base sur la compréhension réciproque, et celle-ci s'acquiert cordiale et efficace, dans la démocratie, c'est-à-dire dans la réadaptation journalière, dans la rénovation constante des formes économiques et politiques de la société suivant les circonstances créées par l'Histoire. La République espagnole ne sera pas une exception ; les normes pour y parvenir sont dans le texte même de sa Constitution.

Aucune crainte ne se justifie donc, et par cela même, on ne peut penser pour l'Espagne à d'autre solution que la République démocratique, car personne n'a le pouvoir — ni le droit naturel-

lement — d'imposer à un Peuple le retour à l'ancien régime. Une monarchie, un roi, un gouvernement provisoire, un régime quelconque « imposé » serait le résultat d'une intrigue ou d'une pression et aussi éphémère dans un cas comme dans l'autre. Et, en concrétisant, la monarchie des Bourbons de triste mémoire, qui soutint la dictature, qui aida et félicita Franco, provoquerait encore la lutte clandestine, la révolution menaçante, une perturbation constante ; ce serait une tromperie dangereuse, sans garantie de respect envers le prétendant et ses appuis dans un nouveau 14 avril. Et nous le voyons, ce dont l'Espagne a besoin, ce que le Monde exige d'elle, c'est une étape de tranquillité, de reconstruction, de sécurité internationale, d'efficacité démocratique.

Dans cet espoir, nous nous trouvons aujourd'hui aux portes de la Patrie. Le moment est propice. A l'horizon de l'Histoire se lève la clarté d'une ère nouvelle. L'humanité — dont le peuple espagnol est une petite partie — salue le jour nouveau et attend avec émotion que ce splendide événement permette à toutes les nations — l'Espagne entre elles — de s'organiser en paix et en liberté, sans craintes ni misère.

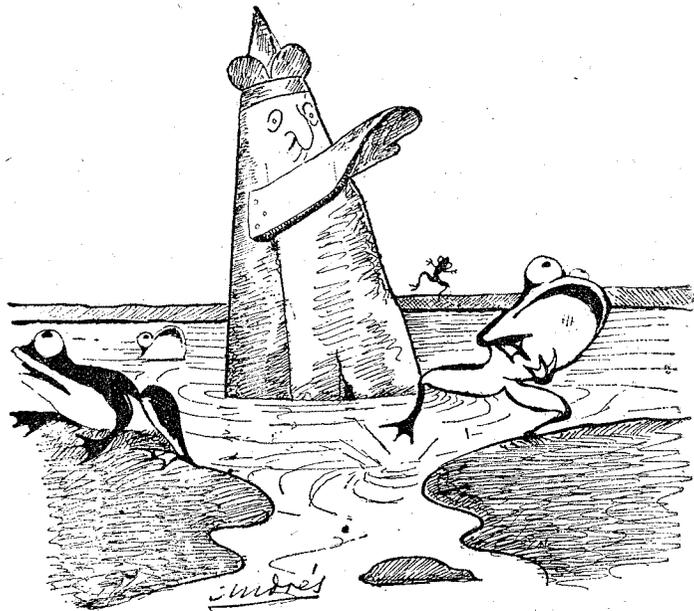
Les forces démocratiques espagnoles en exil profitent de l'anniversaire du 14 avril, date d'enthousiasme et d'espérances fondées pour rendre hommage à ceux qui, sur le sol de la Patrie, mènent la lutte clandestine contre la dictature franquiste, de même qu'aux Armées alliées, et au Peuple français, de qui nous attendons au moment décisif une chaleur fraternelle qui vivifient les intérêts et les idéaux communs.

**Vivent les Nations unies ! Vive la France ! Vive la République espagnole !**

« Junta Espanola de Liberacion »

Orléans, 14 avril 1945.





Même pas les grenouilles !...

(Dessin de Andrés Torres)  
 " Libertad " Juin 1947.

## Quelques vérités

Il n'est pas nécessaire de répéter les vieux slogans : France, pays traditionnel de Liberté... Nous croyons à la valeur morale au-dessus du pouvoir matériel, et la France restera toujours une valeur morale positive dans le monde, qu'on le veuille ou non, qu'on feigne de l'oublier ou qu'on tente de l'écartier. Cela est acquis.

Aujourd'hui, nous allons seulement fixer une position que les apprentis de Machiavel appellent « réaliste ». Nous parlons modestement « des faits », appuyant des courants de l'esprit.

Il n'est nul besoin d'aller si loin, non plus que de se sentir un Talleyrand, pour savoir que la politique internationale d'un pays quelconque est imprégnée de ses soucis, de ses intérêts et de l'idéal politique intérieur. Le régime de Franco est un système complet, le même qui a été écrasé dans les champs de bataille et exécré dans les relations internationales, il n'a aucune possibilité d'adaptation à la vie normale civilisée. Il a été dérouteré avec les autres, ses semblables, totalement. Ceci est une première vérité indiscutable.

Franco, quoi qu'il fasse pour se dégager — Régence, Monarchie, Coup d'Etat unitaire, plébiscite ou même élections — ne fera jamais qu'un camouflage de la laideur initiale. Il ne trompera que ceux qui ont un intérêt — pauvre intérêt à courte vue — à être trompés.

Il y a un an, il se trouvait quelques hypocrites pour répéter : « La question Franco est une affaire espagnole. » Naturellement on entendit à Yalta, à San Francisco et à Potsdam la voix des hommes responsables avec son formidable coup de pied. « Pas de guerre civile en Espagne »,..., criaient, depuis, certains hommes de bonne volonté; Franco en profitait pour continuer à terroriser, pour gonfler le fantôme de la guerre civile, dernier paravent de son impuissance et son illégitimité. Plus tard, faisant écho à l'angoisse tardive et intéressée du Saint-Siège et aux cris des marchands de tabac et de café, quelques voix américaines ont signalé un désir de médiation, d'intervention, pour se dérober aux mandats populaires contraires à Franco. Comprenez-vous, français, nos amis, de Gaulle négociant avec Pétain, Pierlot avec Degrelle, les Norvégiens avec Quisling, les italiens avec Mussolini? La faute terrible des dictatures est précisément l'impossibilité de succession. En dehors de Franco, de la Phalange et de leurs complices, il n'y a rien que la masse, les intellectuels, les artisans, les commerçants, les industriels, les fonctionnaires, le Peuple, tous rangés contre Franco... ET POUR LA REPUBLIQUE. Les monarchistes, même d'occasion, ne comptent plus; cela est de la

comédie, comme disait l'autre jour le **Manchester Guardian**. Deuxième groupe de vérités...

Alors, chers amis, à quoi bon retarder la solution, la seule démocratique et viable ?

Voilà la responsabilité de l'heure.

Chaque jour passé dans l'incertain, c'est pour le peuple espagnol la terreur, la famine, le chômage, la paralysie industrielle, commerciale, la ruine. Aussi, le mécontentement, la déception, le désespoir, Franco et son régime, c'est la guerre civile perpétuelle en Espagne et dans le monde. Vérité aussi incontestée que les autres.

Chaque jour passé sans résoudre, c'est le foyer du désordre ral-lumé; c'est la violence, des uns et des autres, déchainée; c'est une prime aux trublions, c'est Tanger sans issue, ce sont les Détroits en cause, c'est la Méditerranée, comme l'Amérique latine, perturbées, ce sont les grandes routes impériales — françaises, anglaises, américaines et même russes — en discussion au bon marché par l'illégitimité — donc par l'irresponsabilité et l'arbitraire — de Franco et de son régime.

Quatrième vérité qu'on n'osera pas contester. **Les faits sont là.**

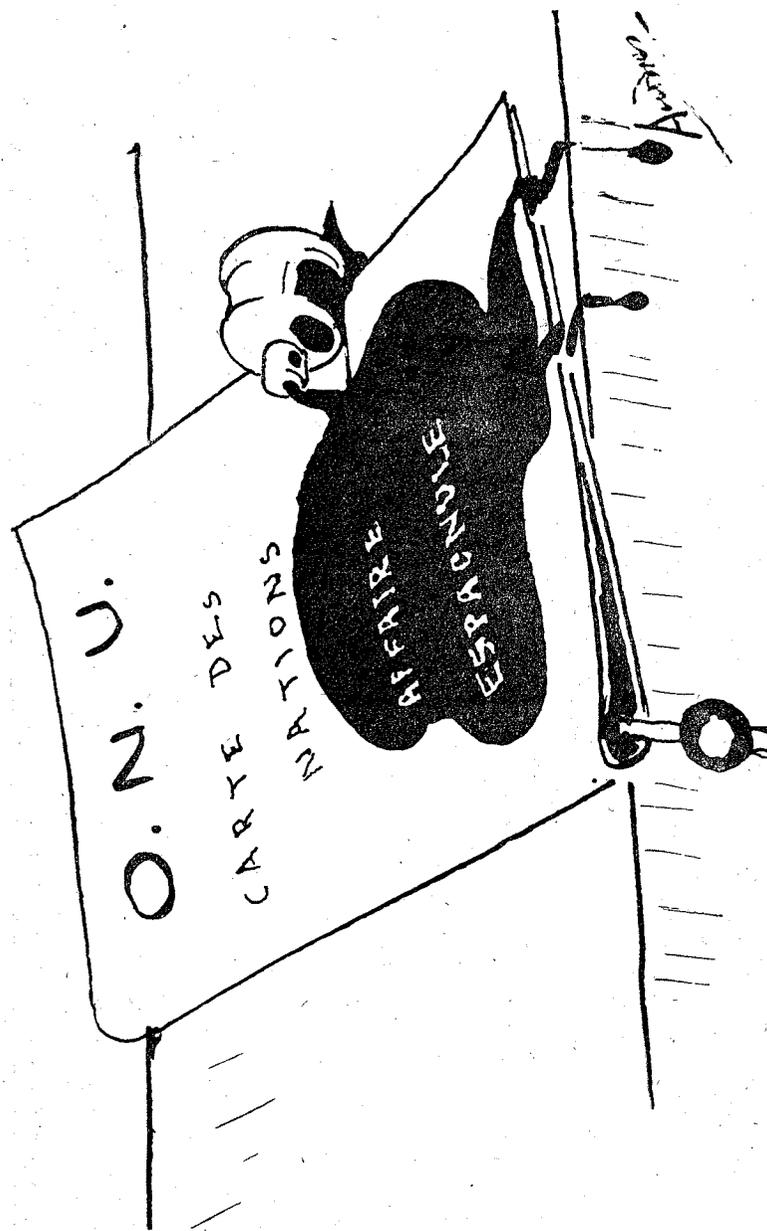
Nous connaissons bien l'esprit et la chaleur cordiale des Partis français, de leur Presse. Nous les remercions tous, notamment M. Blum, de son appui et de son dévouement pour la cause du peuple espagnol, représenté par le Gouvernement Giral.

En regardant l'affaire sous un angle strictement franco-espagnol, au point de vue « réaliste », on arrivera sans effort à conclure à l'urgence d'un accord; nous avons du poids — français et espagnols — en Europe, en Afrique, en Amérique.

Nos buts sont les mêmes : organiser nos deux pays dans un système de Liberté, de Démocratie, d'Ordre établi sur la Justice. De Paix et de Sécurité. Trait d'union entre l'Occident et l'Orient. Cette transformation pacifique dépendra en grande partie de la compréhension des Nations Unies, de leur clairvoyance, **DE LEUR RAPIDITE**. A tous ces peuples, nous adressons notre salut très ému, auquel nous joignons, pour la France — ainsi que pour la République Mexicaine — notre gratitude.

Pour tout ce qu'elles ont fait, tout ce qu'elles font, et — nous en sommes sûrs — pour tout ce qu'elles feront pour nous.

Décembre 1945.



La tache sera-t-elle, enfin, effacée ?

(Dessin de Andres Torres)  
.. "Libertad" .. Octobre 1947.

## Idées et heures décisives

**P**ERSONNE ne conteste plus la légitimité du Gouvernement Républicain Espagnol.

Mais — il y a toujours un « mais » — on trouve encore par ci par là, deux ou trois arguments en biais, que l'on glisse astucieusement sous la couverture de la sagesse, de la prudence, de l'opportunité, dans le but de retarder la seule véritable solution du problème espagnol.

\*  
\*  
\*

Dans certains journaux, on peut lire souvent :

« LE PROBLEME ESPAGNOL EST UNE AFFAIRE QUI N'INCOMBE QU' AUX ESPAGNOLS EUX-MEMES ».

En effet, en effet, Ponce Pilate en savait déjà quelque chose il y a vingt siècles.

Laissons de côté l'aspect moral de la question, car — on le voit tous les jours, malheureusement — les « Grands » comme les « petits » font toujours de leur mieux pour sceller les pavés de l'Enfer avec de bonnes intentions... et des faits très discutables.

Certes, les puritains interviennent partout. En Italie, en Grèce, en Yougoslavie, en Hongrie, au Levant, aux Antilles, aux Philippines, aux Aléoutiennes, aux Iles Cocos et au Pôle... Ce qu'ils font en Espagne, même auprès de nos amis de la Résistance, ainsi qu'autour des monarchistes, des républicains... ou des franquistes n'est un secret pour personne. Partout et toujours !

Seulement on nous permettra, à nous espagnols, d'ajouter quelques mots.

« LAISSER LES ESPAGNOLS SE DEBROUILLER EUX-MEMES »... cela, représente, qu'on le veuille ou non, la guerre civile. Parce que les espagnols se trouvent dans un violent mécontentement par suite de l'oppression franquiste. Si on ne les aide pas de l'extérieur, par une action intelligente, si on les abandonne à leur désespoir, c'est une prime au désordre à la guerrilla larvée, à la guerre civile. Le Peuple Espagnol n'a renoncé ni à son Pain, ni à son Droit, ni à sa Liberté. Il n'y renoncera jamais. Personne n'a le droit de le lui demander.

Il y a aussi les COUPS DE FREIN sous prétexte de respecter l'accord international à « TROIS ».

On voit quelques journaux anglais comme le « Daily Mail » ou le « Daily Telegraph », ou le français « Le Monde », se livrer à certains FREINAGES, en invoquant l'accord « à trois » considéré non seulement comme « convenable » — (nous sommes d'accord) mais encore comme systématiquement orienté vers l'ajournement ». ce qui est tout à fait différent. Lorsque nous lisons cet argument de l'accord « des trois » toujours unis, POUR « FREINER » l'action contre Franco et JAMAIS POUR LA « POUSSER » (dans la guerre comme dans la diplomatie, une détente est quelque fois utile, mais à certaines heu-

res c'est l'attaque qui convient) nous nous sentons en face d'une position partisane et systématique des intérêts conservateurs internationalement et AVEUGLEMENT unis.

Le problème espagnol est bien une question internationale. Maintenant plus que jamais, en tant que clé de la Méditerranée et du Maroc, comme porte du pétrole et des routes impériales. Les freinages du problème espagnol nous font penser à une nouvelle « non-intervention ». Nous craignons un camouflage de la réalité, de la justice, de la Vérité. On nous fait revenir à la politique de l'autruche. A ce propos, il serait peut être utile de reproduire quelques paroles, prononcées à l'O. N. U. à l'occasion du débat sur l'Espagne, par le délégué de la Norvège :

« M. COLBAN (Norvège) (Interprétation) : J'ai eu le triste privilège de faire partie du Comité intitulé « Comité pour la Non-Intervention en Espagne ». L'activité que j'y ai exercée m'a permis de me rendre compte, par des documents irréfutables, de quelle façon Franco a été porté au pouvoir par le nazisme et le fascisme. Dès ce moment, le peuple norvégien s'était déclaré pleinement en faveur des républicains espagnols. Il n'a pas changé d'avis ».

La « non-intervention » favorisa Franco. Aujourd'hui, les freinages, les « laissez les espagnols seuls... » ne sont, en réalité, qu'une répétition de la « non-intervention » masquée, pour sauver les débris du franquisme, tout en risquant avec ces retards inopportuns, d'amener le Peuple Espagnol à une nouvelle catastrophe, par désespoir.

\*  
\*  
\*

On répète aussi : « Il ne faut pas défier l'adversaire... »

C'est un autre slogan astucieux, qu'on entend chaque fois que les événements tournent contre Franco, pour lui éviter le coup de grâce.

La politique douce c'est toujours de la bonne politique. En temps de paix, d'accord et avec des citoyens pacifiques, ou avec des éléments adverses qui ne soient pas « l'ennemi lui-même » ! Dès que le moment de frapper arrive, il est de la meilleure politique, de frapper fort et vite au cœur même de l'ennemi. C'est élémentaire.

Nous avons lu quelques remarques faites pour reprocher soit à l'Assemblée, soit au Gouvernement français, leurs initiatives. On nous permettra au point de vue espagnol, de dire à ce propos, que le Gouvernement et l'Assemblée ont eu raison. Les onze fusillés à Madrid peuvent marquer le tournant d'une politique internationale d'hésitation, de torpeur, de manœuvres, de « non-intervention » et qui n'a certes, que trop duré. Il fallait agir, publier, proclamer à la face du Monde la vérité sur l'Espagne ; sans quoi, le Monde serait resté insensible à nos malheurs, COMME IL L'EST RESTE PENDANT NEUF ANS, MALGRE UN DEMI MILLION DE FUSILLES, DE TORTURES, DE MORTS DE FAIM...

C'est méconnaître Franco et sa politique de chantage permanent de croire à une délivrance de certains condamnés ; Franco n'aurait

jamais gracié ceux qu'il avait déjà signalés au peloton pour servir une politique de terreur. Franco est un homme froid. Alors, une politique douce, discrète, ou simplement silencieuse, n'aurait servi à rien, n'aurait sauvé personne, au contraire, elle aurait été interprétée comme de la faiblesse. A moins qu'on s'envisage de marchander... comme à Munich, si on croit devoir répéter l'expérience hiflérienne, à Madrid.

Le Gouvernement français et l'Assemblée méritent toute notre reconnaissance, aussi bien que les journaux qui les ont appuyé — citons en premier lieu notre cher confrère « Cité Soir » — Nous nous faisons un devoir de le proclamer, sans immiscer dans les affaires strictement françaises dont nous restons toujours à l'écart.

\*  
\*  
\*

L'attitude claire et sereine du Gouvernement Républicain Espagnol seule Autorité légitime, vient ratifier tout cela ; et en nous référant à ses déclarations sans plus insister, nous avons estimé utile de préciser quelques idées et à signaler certaines attitudes. Et cela avec la plus grande objectivité, mais aussi avec la fermeté qui découle de notre Droit et de notre Douleur, devant les tentatives toujours renouvelées pour retarder la seule vraie et juste solution du problème espagnol.

Février 1946.

## Le franquisme sans Franco

○ N ne trouve personne au monde pour défendre Franco. Pour le condamner, tout le monde est tombé d'accord. Et pourtant, Franco continue. « J'y suis, j'y reste... » Nous sommes dans ce cauchemar par la faute de certains esprits qu'on croirait bien renseignés, des gens bien placés, qui tentent de faire survivre un franquisme sans Franco. Voilà tout.

\*  
\*  
\*

A l'heure où nous rédigeons ces notes, le Conseil de Sécurité n'a pas encore réussi à mettre en lumière une décision sur le problème espagnol, désormais incrusté dans le cœur même de la vie internationale. Des informations de dernière heure donnaient comme probable une formule d'ajournement. C'est à cela qu'équivaudrait le propos de nommer une sous-commission chargée d'étudier s'il serait convenable d'aménager une autre commission, qui pourrait bien s'occuper de préparer un projet d'enquête...

Quoi qu'il en soit, pour demain ou pour aujourd'hui, pour faire semblant de quelque chose, ou pour attendre ce que l'on pourrait déclencher à Madrid — car il y a des pressions « pressantes » — nous sommes en mesure de fixer clairement dès maintenant certaines positions ennemies, camouflées ou non, et de les attaquer à fond. Précisons encore qu'il s'agit de la « nouvelle non-intervention », c'est-à-dire, du franquisme, avec ou sans Franco.

Au fond de la politique de « non-intervention » on retrouve en 1946 comme en 1936, — plus encore qu'alors — l'espoir de toutes les « cinquièmes colonnes » du monde. Il ne faut pas oublier que les Peuples Démocratiques ont été vainqueurs dans la guerre, ayant étouffé, chacun d'entre eux dans leur propre pays, leur « cinquième colonne », dont les têtes commencent aujourd'hui à se relever partout.

Tout cela n'est pas de la démagogie ; malheureusement, c'est la vérité.

La « non-intervention » d'hier fut la victoire de Franco, des dictateurs, l'un après l'autre. La « non-intervention » en 1946, c'est l'espoir caché de maintenir en Europe un foyer, un refuge, une position de retraite pour la défense, ou bien un exemple, une aide, une plate-forme pour l'attaque contre des « moulins à vent » réels ou imaginaires.

Aucune confusion n'est permise, depuis San Francisco et Potsdam. La « non-intervention » est bien le symbole qui a été vaincu, et enterré, dans les champs de bataille.

Le franquisme est-il une doctrine ? Non ! C'est un fait délictueux, PAR SON ORIGINE. C'est un soulèvement contre le Pouvoir légal. C'est une révolte éhontée contre l'Etat constitutionnel et normal. C'est aussi — et cela devient encore plus grave — UN CRIME PAR SES ACTES CONTRE LE DROIT DES GENS, CONTRE LA CIVILISATION. Le franquisme, qu'on le veuille ou non, est la négation de tout ce qui, comme vue de l'esprit ou comme incarnation du Droit international, a représenté la Victoire des Alliés.

Personne ne peut, honnêtement, prôner le franquisme au nom des droits des peuples, échafaudant pour cela une autre « non-intervention ».

! \*  
\* \*

Tous les atermoiements, toutes les « peurs » réelles ou fictives, toutes les tracasseries pour tourner le problème espagnol, ne sont autre chose que des tentatives pour sauver le franquisme sans Franco, en constatant la situation déjà instable de celui-ci.

Le Conseil de Sécurité décidera, ou ajournera.

Le Monde tout entier sait déjà à quoi s'en tenir, non seulement sur Franco, mais aussi sur le franquisme camouflé.

Domage si les « Grands » ne perçoivent pas la rumeur de la tempête. Domage s'ils se laissent entraîner par la « cinquième colonne » de la bureaucratie et du monde diplomatique. Ceux qui n'ont pas su ni voulu empêcher la catastrophe mondiale manquent l'occasion de réaffirmer la paix et la sécurité en Espagne.

Avril 1946.

---

## Pas de plébiscite

---

TOUT a été dit il y a longtemps déjà, contre la perfidie plébiscitaire. On nous a répété toujours « lorsqu'on parle de plébiscite, on peut déjà entendre sur le seuil la rumeur des sandales de César »... En parlant de Franco et de son régime, le pseudo-César est déjà là, depuis dix ans, ce qui tourne au ridicule toute tentative de surprise et de liberté.

Néanmoins, les franquistes, l'eau arrivant au cou, cherchent tous les chemins et tous les moyens pour tenter un sauvetage, désormais inutile.

! \*  
\* \*

On voit bien que Franco, personnellement, est perdu. Il faut qu'il s'en aille. Tout le monde le sait au dehors et au dedans. Alors, on essaye de sauvegarder le franquisme sans Franco, moyennant une suprême trahison. Cela ne nous regarde pas et le moment venu, s'il arrive, nous aurons, en tant qu'espagnols et que républicains, notre mot à dire. Et nous le dirons, clairement, carrément. Mais... ne mettons pas la charrue avant les bœufs et attendons la suite.

Toutes sortes de tentatives ont été faites, sont en cours et surgiront encore pour aménager une solution bon marché pour ses

complices espagnols et autres. Heureusement, ces tentatives fantaisistes ont échoué l'une après l'autre : Régence, Monarchie sous tutelle, Gouvernement provisoire, etc., etc. Tout cela sent l'arbitraire, manque de force morale et matérielle, sauf si on accorde la survivance organisée aux phalangistes ; ne garantit rien, ne rassure personne.

! \*  
\* \*

Car il convient toujours de préciser que la condamnation de San Francisco, comme celle de Potsdam ne visent pas Franco seulement, mais aussi le franquisme tout entier, son système, son régime dans le passé et dans le présent, lui interdisant toute perspective d'avenir.

Ce serait une intolérable duperie que de prétendre laver le totalitarisme par la fuite ou la disparition du chef. Laissant de côté la question personnes — si importante qu'elle soit — car il ne s'agit pas d'une politique de représailles — il resterait toujours à régler la question du système politique, de la structure de l'Etat, de la procédure administrative, de l'ambiance publique, du climat politique et social...

En effet, maintenant effleurant la farce on parle de plébiscite. Franco doit se rendre à l'évidence de ce qu'il est le seul chef d'Etat au monde qui ne soit pas élu ou désigné d'une façon légale. Trop tard pour cela. Et s'il prétend répéter le cas Peron ou le cas Damaskinos, il faudra lui en faire comprendre toutes les différences et toutes les impossibilités. **Plébiscites avec la Phalange au pouvoir ? Avec les centaines de milliers d'exilés et d'emprisonnés ? Avec un million d'hommes sous les drapeaux et sans droit de vote ? Avec la misère des femmes et des enfants comme véhicule propice à toutes les renonciations ? Avec la terreur déchaînée partout ?**

Non. Nous disons bien : NON.

PAS DE PLEBISCITE ! Ce n'est jamais le moyen tolérable de faire prévaloir contre la force une volonté populaire.

Pas de « volonté nationale » Franco restant au pouvoir. Même pas d'élections avec le franquisme camouflé.

Ce serait trop de faire supporter au Peuple Espagnol — au Peuple du 12 avril — cette affreuse injure.

Il n'y a que la République démocratique pour garantir à tout le monde — petits et grands — la Liberté, la Sécurité, la Légalité indispensables pour faire parler le bulletin de vote.

Mai 1946

## HUMBLES VÉRITÉS

◇◇◇◇◇

# La raison et le droit

Voici quelques passages d'une lettre adressée par M. Torrès Campana, au journaliste suisse M. René Payot, chroniqueur du « Journal de Genève » et de Radio Sottens, au mois de Mai 1947.

**C**ERTES, il y a la Légitimité. Nous ne désirons pas vous ennuier avec des questions philosophiques et juridiques; ce qui intéresse, ce sont les faits, avec du poids réel; en outre, nous n'avons pas le droit de vous faire de la propagande. Néanmoins, il est juste et positif de constater qu'il n'y a pas de stabilité dans le provisoire; de même qu'il n'est pas de Force qui dure, ni endure, avec un Pouvoir arbitraire. L'Histoire toute récente est là pour le prouver. Il faut donc, reconnaître dans la Légitimité la plus solide garantie d'une Réalité vivante. La légitimité de la République n'a été contestée par personne. Celle de la Monarchie a été détruite par elle-même, le jour où Alphonse XIII s'est refusé à se soumettre à la loi Constitutionnelle, passant le pouvoir au dictateur Primo de Rivera; le 14 avril 1931, le roi n'eut qu'à s'incliner; cette situation de Droit et de fait confirmée le jour même où Don Juan s'est allé offrir à Franco une belligérance mortelle.

« Les républicains, en offrant une Légitimité, une Loi pré-établie, apportent au problème les éléments normaux d'une stabilité indiscutable, et aussi, les données essentielles pour consolider le Pouvoir, avec la Paix et l'Ordre dans la rue, parmi le climat démocratique de reconstruction du Monde, après l'aventure totalitaire. »

## La raison

« Alors, les républicains, qui ne désirent pas obtenir le succès par la violence, sûrs de leur Droit et de leur Force démocratique, ont fait appel aux Nations-Unies, le problème étant en réalité un problème international, déclaré comme tel à San Francisco, à Yalta, à Postdam, à Londres et à Lake Success. Les accords de l'O.N.U. en décembre 1946, constituent une réussite, indéniablement patriotique, du Gouvernement Républicain, car si on n'arrive pas à reconnaître entièrement ledit Gouvernement dont la légitimité a permis de faire les démarches, le résultat envisage tout au moins une voie normale vers une solution. Lorsque les républicains, avec un esprit de sacrifice national, ont fait en février 1947 un geste démocratique d'adaptation, de « réalisme », ils ont dû traverser une forte crise, mais ils se sont engagés, malgré tout, à constituer, s'il était indispensable, un Gouvernement national provisoire pour arriver aux élections, avec les garanties fixées par l'O.N.U. C'est loyal, c'est clair. »

## Les absurdités

« Mais, de l'autre côté, Don Juan vient d'éclairer sa position d'une façon négative. Il n'admet pas le principe de la souveraineté du Peuple; il se refuse à la consultation préalable, il offre un régime de Charté, et proclame que « sa » Monarchie est et restera toujours, une Monarchie catholique, c'est-à-dire, un « Etat-Conscience », une formation fossile, qui n'admet même pas la liberté des cultes. On voit bien le complexe d'infériorité, la Peur du Peuple, la certitude de la défaite... Où est-il donc le Pouvoir de la Monarchie? Dans les baïonnettes? Et alors, sa stabilité? Dans une perpétuelle révolte larvée? Et où, donc est-elle la Légitimité? Dans les parchemins et le Droit Divin? »

« Plus encore. Nous pouvons proclamer, sans peur des démentis officiels, l'échec cuisant de toutes tentatives faites pour entamer des pourparlers avec les monarchistes, au nom de l'intérêt suprême de la Patrie en danger. »

« Thiers, à Versailles, à la veille de la III<sup>e</sup> République, abusé des tracasseries monarchistes à la Chambre, s'exclamait : « **Faites un Roi.. ou faites la Paix!** Faites un roi si vous le pouvez; sinon, laissez nous établir et consolider la République. » Le cas espagnol devient de plus en plus semblable. Le Prétendant risque d'allumer la guerre civile s'il ne peut pas suivre les accords de l'O.N.U., créant par la suite des foyers d'incendie international. Nous sommes aux portes de la folie. »

## Ou nous en sommes ?

« Alors, rien d'étonnant si on retrouve chez les républicains, devant l'inutilité de son geste de février, un penchant à retourner sur ses positions de départ, en attendant de l'O.N.U. des mesures fortes pour faire entendre raison à tous, et pour permettre de créer le climat national indispensable sur la base du Droit ».

« Et nous en sommes arrivés au nœud de l'affaire, à sa plus cuisante actualité. Il se peut que Don Juan, se croit dans la ligne diplomatique de certaines puissances ; il se peut qu'il écoute les sorcières de Macbeth. Si, vraiment, il existe des « sorcières », celles-ci deviendront, par la suite, des protectrices de Franco, en tant que coupables des divisions des anti-franquistes, et en tant qu'« oubliées » des engagements pris à l'O.N.U. En tout cas, une solution quelconque, imposée au Peuple, malgré et contre l'O.N.U., risquerait bien d'allumer en Méditerranée un foyer actif de troubles et de conflits dangereux, sans aucune nécessité ».

« Permettez-vous de revenir en arrière. En 1823, la Sainte Alliance envahit l'Espagne pour renforcer la position du roi Ferdinand VII contre le Peuple Espagnol. Appuyés par les troupes étrangères, les réactionnaires foncèrent sans pitié contre les libéraux ; le Général Riego fut pendu ; la société cléricale secrète « L'Ange Exterminateur » fut mise en place et plus de cent mille libéraux espagnols furent persécutés, fusillés ou pendus. Résultat : trois guerres civiles et une tragédie sanglante qui ont ruiné le pays pendant tout le XIX<sup>e</sup> siècle ».

« C'est cela que l'on veut faire maintenant en Espagne, en tournant le dos à la République, sans discernement, par routine diplomatique, par entêtement, ou pour remplir un « vide » à sens unique, un pis aller à titre presque colonial?... Tant qu'il y aura des « sorcières » internationales ; tant que les Partis ne se soumettront tous, dès maintenant, au jeu démocratique, au « fair play » du Droit, il n'y aura pas de possibilités d'aboutir. Personne n'aura le droit de nous faire accepter le Fait Accompli hors règles, contre les accords internationaux, au mépris de la Raison, de la Justice et même de la Réalité.

Nous, républicains, nous avons fait nos preuves de sérénité et de bon sens. C'est aux autres, à tous les autres, d'en faire autant.»

Mai 1947

## DES IDÉES CLAIRES

# LOGIQUE PHALANGISTE

**L**E Prétendant Don Juan vient de faire connaître son opposition au principe de la Souveraineté du Peuple. Il a proclamé ses propos envisageant un régime de Charte, un État Catholique, c'est-à-dire, sans liberté de cultes et sans rien concrétiser aux sujets des autres libertés. En somme, Don Juan offre aux franquistes le moyen le plus sûr de se camoufler, en se moquant de l'O.N.U. par l'entremise d'une Libération falsifiée.

Tout cela est devenu clair après les dernières déclarations du Prétendant.

Cependant, on trouve encore quelques âmes compatissantes pour tenter de faire croire à ce que la Monarchie serait la Liberté et la Démocratie en Espagne.

Pour rétablir les impératifs de la logique, même en admettant l'hypothèse, nous bornons ce commentaire à reproduire un paragraphe de l'éditorial publié le 9 avril par le journal « Madrid » organe des phalangistes :

« Si le Comte de Barcelone (c'est le titre qu'on donne au Prétendant) veut établir sa Monarchie traditionnelle sur la démocratie libérale (sic) (et s'il s'agit d'autre chose n'en comprenons pas la nécessité) il n'est pas besoin de la Monarchie ; on devrait reconnaître les Pouvoirs de la République, proclamée aux élections, dont la validité fut reconnue par son père Alphonse XIII lorsqu'il signala la perte de l'estime des Espagnols, et d'accord avec la légalité démocratique, il n'y aurait autre chose à faire qu'à rétablir la République ».

Complètement d'accord, « camarades » ! Si l'on veut maintenir l'Aristocratie, le Cléricalisme, le Militarisme, c'est-à-dire le Franquisme, il n'est pas besoin de Monarchie. Si l'on veut chercher la Liberté et la Démocratie, retournons à la République.

Voilà ce qui est vraiment logique et clair.

Merci, « nos amis »...

Mai 1947.



Dessin de Andrés Torres  
 "Libertad", Septembre 1947.

## Le problème Espagnol

## LE PLAN MARSHALL

### Problèmes de l'heure

**L**E développement diplomatique de l'initiative Marshall, avec sa dérivation préalable autour des problèmes allemands, ne présente aucune variante qui nous fasse changer de pensée et d'action.

Nous, les républicains espagnols, nous sommes rangés derrière cette idée de reconstruction économique de l'Europe dans laquelle l'Espagne — nous pensons à l'Espagne démocratique — a une place réservée de droit dans l'intérêt commun.

Les voix partisans, de malice puérile, qui attribuent aux Etats-Unis le but de faire vivre l'Europe grâce aux usines de la Rhur, ne nous font pas douter du chemin à suivre. Evidemment, nous savons que l'initiative Marshall ne constitue pas un plan de bienfaisance mais un avantage réciproque dont bénéficieraient tout premièrement les Américains. En effet, ces derniers ont besoin d'une stabilité économique que permette des marchés à leurs manufactures, principalement en Europe, pour un avenir immédiat, tandis que la renaissance allemande serait seulement pour dans dix ans.

Non, l'Europe est pressée, et les Etats-Unis encore davantage. L'Europe a besoin de dollars, sous diverses formes, alors que l'Amérique doit exporter à tout prix pour garder son niveau économique, politique et social. En outre, ce que l'on doit faire dans ce sens a une limite à la fin de l'année en cours, étant donnée l'ouverture de la grande campagne électorale des Etats-Unis.

De la même façon, les campagnes des conservateurs américains, sectaires sans frein, qui essayent de faire échouer le Plan Marshall au profit de la ploutocratie et de la réaction, n'influent nullement dans notre esprit. Ces conservateurs avancent une distribution possible de 10 milliards de dollars, sur la base d'accorder la moitié de cette somme aux pays ex-ennemis, l'Allemagne, l'Italie et l'Autriche, laissant en second plan l'Angleterre (1.500

millions), la France (1.000 millions), la Belgique 500 millions, la Hollande (150 millions), la Chine (1.000 millions), etc. Cette tendance est inacceptable et nous sommes sûrs que la thèse française (priorité en faveur des pays vainqueurs, dévastés par une guerre que les pays vaincus déclenchèrent et soutinrent), aura le dessus parce qu'elle est juste.

Le manque de bon sens de Franco fait que l'Espagne, ravagée par la guerre, ne puisse être mise de droit sur la ligne des vainqueurs. Il est vrai que lorsqu'elle sera libérée, on pourra rappeler ses services à la cause commune.

Pour conclure, il est opportun de signaler un chemin technique que d'aucuns ignorent et d'autres embrouillent. On verra clairement l'initiative Marshall en divisant sa réalisation en deux groupes :

- a) Mutualité européenne ;
- b) Navette américaine.

La première, établie en pool, en lignes générales, mais conservant des accords entre nations, sous forme de troc, avec des prix généraux et fixes, serait soldée annuellement grâce aux devises fournies à chaque pays par les Institutions de Bretton Woods.

La deuxième, signifierait l'apport en Europe des matières premières, des produits manufacturés et des devises pour sa reconstruction. Puis, l'exportation des produits européens destinés à telles fins. Le tout, serait financé par Bretton Woods, à la disposition de qui les Etats-Unis mettraient les éléments nécessaires pour être acheminés et utilisés au rythme fixé par la Commission Economique Européenne.

Nous insistons à ce sujet. Le mérite principal que l'initiative Marshall renferme est, à notre avis, celui d'avoir vivifié la foi en nous-mêmes et dans la solidarité démocratique, que deux ans de palabres inutiles, de vetos et de contre-vetos éteignaient au grave détriment de l'Humanité toute entière. Mais au cas où la division de l'Europe serait inévitable, pour le moment, l'effet immédiat du Plan constitue une stimulation réciproque aussi bien pour l'Est que pour l'Ouest vers des buts positifs. L'éclat du succès rendra possible l'unité inéluctable du continent européen.

Le spectre de la guerre comme suite à cette émulation n'a pas de fondements sérieux. Si la guerre devait arriver, ce ne serait pas pour cela, ou par des concurrences économiques. Elle obéirait à un terrible conflit idéologique et social auquel personne n'échapperait.

Juillet 1947.

## Les dictatures ne payent pas

Il y a trente-cinq ans, Norman Angell écrivait son livre « La Grande Illusion », démontrant, avec une logique parfaite, le désastre que représente la guerre, même pour les vainqueurs. Les « réalistes » d'alors reçurent la leçon avec de hautains sourires d'incrédulité. La réalité, la vraie, les horreurs de la Grande Guerre de 1914-1918 vinrent ouvrir les yeux des hommes d'Etat.

Aujourd'hui, il existe une position d'incompréhension analogue. Les hommes d'affaires, les représentants des intérêts économiques, par la défaite des régimes totalitaires, n'arrivent pas à réaliser cette simple vérité : les **Dictatures, claires ou camouflées, ne payent jamais.**

Les faits sont là. En ce qui concerne l'Espagne, le cas est flagrant. Au lieu de tenter un effort de compréhension, un examen approfondi, ces hommes, ces intérêts, cherchent encore des voies détournées, des combinaisons politiques pour éluder le triomphe de la Démocratie, seule voie de salut, **même dans le domaine économique.** On peut voir des intérêts supposés « nationaux » s'affoler à la recherche d'une issue, multiplier les traités de commerce et les emprunts, stipuler des formules de clearing, en vue d'appuyer des formules politiques « transactionnelles » ou provisoires, qui ne sont en fait que des tentatives de sauvetage du franquisme, le dernier carré de la vieille garde totalitaire.

!\*

Il est normal que personne ne veuille ni mourir, ni perdre. Cependant, mettons, si vous le voulez bien, un peu d'ordre dans les idées. On cherche à sauver quoi ?

Sauver la situation des 40.000 pseudo-officiers improvisés de l'armée franquiste tous sortis des rangs de la Phalange, camouflés en soldats ? Conserver les 75 % du budget dédié à l'armée et à la police ? Sauver les privilèges, les subventions, les monopoles de fait au bénéfice exclusif des « amis » ?

Sauver une agriculture parasitaire, une industrie cultivée en serre, un commerce de marché noir basé sur la forfaiture des fonctionnaires phalangistes ?

Que représente cela pour le Monde d'aujourd'hui et pour le Peuple espagnol désireux d'élever son niveau de vie, de produire, de consommer, de s'enrichir lui-même et de contribuer à l'effort mondial de redressement ?

Nous nous faisons un devoir d'écrire en toute objectivité, avec « réalisme », comme on aime dire en « hauts lieux ».

Passons en revue agents et sujets.

Il n'y a pas de vraie richesse en dehors du travail. Un peuple qui ne veut, ou ne peut travailler, est un lourd fardeau pour le reste de la communauté civilisée. On ne fera pas l'injure au Peuple espagnol de lui supposer peu d'élan pour le travail. Ce peuple dont les intellectuels se sont placés au premier plan des valeurs culturelles justement pendant l'exil, partout où ils ont trouvé des facilités de travail; dont les classes moyennes, déracinées par l'exode, se sont débrouillées merveilleusement, avec une souplesse d'adaptation d'une haute portée biologique; dont les ouvriers sont l'objet de sollicitations constantes en tant que main-d'œuvre de choix. Le peuple espagnol veut mais ne peut pas travailler sous le régime franquiste.

En outre, le pays lui-même, permet tous les espoirs par ses richesses minières, agricoles, forestières, de pêche, de commerce, les trois quarts de ses frontières sont maritimes, avec des ports naturels magnifiques, etc.). Si l'Espagne est restée pauvre, la faute en incombe à quatre siècles d'oppression vécus sous la Monarchie cléricale, militariste, féodaliste, **totalitaire de facto**.

A vrai dire, la dictature de Franco n'a fait que ressaisir tout cela au détriment du Peuple espagnol, qui commençait à revivre avec la République.

Ce sont des faits indiscutables.

\*  
\*\*

Car la République, il est juste et nécessaire de le rappeler ici, avait envisagé une œuvre à longue portée, comportant un programme de travaux publics, la création de 30.000 écoles, le développement de l'enseignement technique, le lotissement des terres, la création du patrimoine familial et diverses autres mesures tendant à développer la richesse nationale, à mettre en valeur les richesses naturelles du pays, à répandre l'instruction dans les masses et à augmenter le pouvoir d'achat des travailleurs.

**Toute la question est là. Ou presque.**

Pour bénéficier des richesses naturelles, pour profiter de l'effort de travail, pour pousser la production et accroître le pouvoir d'achat, il faut canaliser la masse de manœuvre économique publique et privée, non pas vers les monopoles, les affaires louches, la bureaucratie et les dépenses militaires, mais au contraire, vers :

1. l'instruction technique,
2. les grands et petits travaux publics,
3. la houille blanche et l'électrification,
4. la santé et les œuvres sociales,
5. l'agriculture modernisée,
6. les transports terrestres, maritimes, aériens.

Les hommes d'Etat des démocraties ont-ils pensé à ce que signifierait pour l'impulsion de tout cela les **sept milliards de pesetas** annuelles employées par Franco dans l'Armée, la Police, la Phalange et les Prisons?...

Combien de tracteurs, d'outillage, de machines, de voies ferrées, de camions, de centrales électriques, de laboratoires, d'ustensiles de toutes sortes pourrait-on vendre en Espagne, ou fabriquer là-bas avec des machines-outils importées?

Mars 1946

## Stabilité et sécurité

TOUTES les preuves de stabilité en Europe sont bienfaites dans cette époque de perturbations. Lorsque ces preuves se montrent en France, clé de voûte de la paix européenne, tous les démocrates et tous les Européens doivent s'en réjouir.

Permettez-nous d'y ajouter qu'il existe encore un coin dont la stabilité est si désirable qu'en France, pour des raisons géographiques, politiques et de sécurité collective. Ce coin-là, aujourd'hui dangereux, ce carrefour à surveiller de très près, c'est l'Espagne, porte de la Méditerranée, partenaire au Maroc.

Regardons la réalité en face.

Le régime franquiste n'est pas un régime stable. Il ne l'a jamais été. Il constitue de par lui-même (« ses origines, sa structure, ses faits ») un motif de troubles et une surface de friction internationale. Maintenant, il est aux abois; et pourtant dans une crise agonique très dangereuse.

C'est tout à fait naturel. Le phalangisme s'est grossièrement trompé avec les « mille ans » promis par Hitler. En outre, le phalangisme n'a pas été une ambition glorieuse de politique nationale, un mouvement généreux et ample; le phalangisme, au contraire, a été une fièvre haineuse et de peur. Ce qui pousse les phalangistes — encore aujourd'hui!... — à emprisonner, déporter, assassiner, et écraser leurs adversaires, de même que tout ce qui signifie une pensée différente, c'est la PEUR; l'anxiété de réduire les vaincus à l'impuissance définitive pour s'assurer, à eux seuls, et l'impunité et la jouissance éternelle du Pouvoir et de ses profits.

Le régime franquiste est également une grande escroquerie morale, une perversion, en tant que subversion des règles juridiques, politiques et même sociales du pays. On a proclamé que le franquisme était venu sauver la civilisation occidentale; en fait, vous avez pu l'entendre s'écrier: « A bas l'intelligence!... », brûler des bibliothèques, appliquer l'Index, et annihiler toute manifestation de la libre pensée. On a dit que le franquisme était le défenseur du christianisme et, en fait, il poursuivit sans

pitié, jusqu'à l'écrasement, ses ennemis, compromettant l'avenir de l'Eglise. On a dit que le franquisme était une exaltation de la dignité humaine, et vous constaterez aisément qu'il viole le secret de la correspondance, les domiciles, détruit les familles, enlève même les enfants, et tout cela sans jugement et sans appel. Le franquisme a insisté sur le fait qu'il était venu défendre le droit de propriété, mais en réalité il a dépouillé de leurs biens par caprice, des gens, condamnés ou non, ennemis ou non. Enfin, le franquisme a voulu signaler qu'il s'établissait sur la Justice et la Loi ; cyniquement, il leur fera l'entorse terrible entre autres, d'envoyer en prison et de fusiller des milliers de membres de l'Armée, d'officiers, de généraux pour le délit (?) de « rébellion militaire », précisément à ceux qui s'y sont opposés, pour avoir défendu, avec honneur, la légalité... Cela maintient la guerre civile en permanence.

Tout cela ne pouvait pas marcher. Il n'y a pas de stabilité sur la contrainte, l'immoralité et la subversion des lois. Délibérément, nous renonçons à examiner et les origines et les attaches du franquisme à l'axe — questions déjà réglées par l'O.N.U. dont la condamnation devient définitive. Notre exposé s'applique à préciser ce que le franquisme a toujours eu d'instable et par là, aujourd'hui, de dangereux.

En ce moment, le franquisme, victime du cycle infernal de la PEUR, conscient de son abus de pouvoir illégitime, et se sentant perdu, devient capable de toutes les maladresses, de toutes les fourberies internationales, sans le moindre scrupule.

Et cela, aux portes de la Méditerranée et du Maroc, grande proie de toutes les convoitises. Que l'on examine froidement si la menace pour la Paix ne devient que très, très pressante.

Qu'on ne nous déploie pas l'épouvantail comique d'autrefois : « Tout accord contre Franco donne des résultats contraires... » Si d'autres formules ne sont pas proposées, la seule position négative devient un appui pour la dictature. « Quid prodest » ? En tout cas, pas la Paix.

Qu'on ne répète pas non plus la formule de « les espagnols, eux-mêmes »... La transgression de la Loi, l'abus et le crime exigent l'action immédiate d'un Pouvoir coercitif collectif : entre la victime et le criminel, on doit faire intervenir le gendarme ; sans quoi, nous retournons à la jungle. Pas de contagion plus effrayante que celle du brigandage, lorsque la défaillance du Pouvoir devient évidente. A ce moment-là, on retrouve toute la force réelle de la théorie du « vide », si chère aux Anglo-Saxons ; le remplir devient urgent, forcé et sage.

Qu'on ne vienne pas, encore une fois, nous endormir avec le slogan ridicule de la « non intervention dans les affaires de chaque pays ». La Charte de l'Atlantique a un sens libérateur ; celle de San Francisco le développe et le confirme ; toute la

théorie ET LA PRATIQUE internationale du XX<sup>e</sup> siècle le démontrent, en tant que basées sur la sécurité collective, c'est-à-dire, l'intervention, telle qu'elle a été définie par M. Alfaro, le grand professeur panaméen, l'intervention étant devenue la règle partout et pour tous, sans masque, ni frein.

Les républicains espagnols ont fait leur œuvre ; ils se sont mis en ligne ; ils sont en mesure de se présenter ouvertement, honnêtement, devant l'ONU pour l'aider à résoudre les problèmes d'exécution.

Le moment est venu d'agir, pour assurer une stabilité indispensable en Espagne — dont une sécurité d'urgence dans la Méditerranée et au Maroc — qui puisse faire pendant avec la France démocratique, au service éminent — toutes deux — de la Paix du Monde.

Juin 1947.

## Vers un nouveau Vichy

**L**E problème espagnol risque de devenir un cauchemar devant l'opinion française. Ou encore pire, une affaire ennuyeuse, lente insaisissable.

Sans aucun doute, l'existence en exil des Institutions Républicaines, d'un Président et d'un Gouvernement, avaient trouvé un écho dans l'esprit du monde entier. La solution du problème espagnol pourrait être acquise plus tôt ou plus tard. Mais il était clair pour tous que, face à Franco, il existait une légitimité et une norme démocratiques. Ces choses-là sont conformes à la formation spirituelle et logique du peuple français depuis un siècle et demi.

Aujourd'hui, le « bluff » créé autour de M. Prieto a non pas éclairci mais brouillé les cartes. Et cela, au moment culminant où peut être décisif notre problème, sur tous les points de vue.

Comment peut-on expliquer la diversité des initiatives et des démarches ; comment peut-on parler contre un Gouvernement légitime dont le programme d'action est, à peu près le même que celui d'une « Junta de Solidarité Espagnole » qui prétend tenir un rôle de direction, alors qu'elle est née de l'arbitraire ? Il serait bien prétentieux de notre part de prétendre garder le monopole de la vérité et de nous engager dans la voie de la philosophie. Nous tâcherons seulement d'établir la lumière sur quelques faits dans le but d'obtenir un éclaircissement indispensable. Il se peut que notre démonstration devienne éclatante grâce à un exemple historique dont le souvenir reste toujours vivant en France.

Nous voulons mentionner la cérémonie solennelle et émouvante qui réunit à Vichy le 10 juillet les quatre-vingts députés et sénateurs qui s'opposèrent en 1940 aux pleins pouvoirs accordés à Pétain, défendant ainsi la République. Ce geste, dont la portée historique est indéniable et qui conduisit à Buchenwald et à la mort certains de ces représentants, sauva les Institutions françai-

ses. Grâce à lui, la France vit aujourd'hui en démocratie. Sans ces quatre-vingts délégués clairvoyants la libération de la France serait tombée dans la plus tragique des aventures, car elle risquait de devenir, sans contestation possible, la proie des chauvinistes et des militaristes.

L'histoire est venue démontrer, cinq ans plus tard, l'inanité de la capitulation militaire et politique française, capitulation inefficace, même pas nécessaire. Avec les nuances et différences naturelles — que tout esprit honnête doit établir — voilà, amis français, ce que pourrait devenir le problème espagnol si le « bluff » continue : une capitulation superflue, comme suite à l'élimination des Institutions Républicaines que l'on tente d'anéantir par dessèchement et par diffamation. On offre, en contrepartie, une aventure, le saut dans le vide, sans autre parachute que la garantie des adversaires, et comme seule solution, le franquisme sans Franco.

C'est bien l'image de Vichy.

Nous mettons de côté l'intention patriotique des fondateurs de la Junta de Solidaridad Española ; mais en plus des perspectives énoncées, il faut bien reconnaître qu'ils n'ont devant eux que des fantaisies et derrière eux pas un seul grain de réalité. Pas d'appuis internationaux, ni publics, ni connus. Pas d'éléments effectifs en Espagne, autres que certains groupes d'extrême-gauche désabusés. Pas de moyens d'action, tout au moins avouables.

Dans l'esprit cartésien et critique des français, pourrait alors se poser la question : « Les partisans de la Junta sont-ils donc des fous ? » Non ; nous n'aimons pas les gros mots ; nous nous refusons de stigmatiser personne. Mais, en politique, il y a pire que la folie, c'est l'inefficacité. Peut-être, ils sont des hommes passionnés, obsédés par leurs propres illusions, ou par des partis pris personnels.

Objectivement, quant aux effets de la mystique des masses, leur « bluff » est le résultat d'un mélange. Du point de vue actif, ils ont le désir de la pacification, d'une formule transitoire acceptable, sous réserve d'une consultation électorale décisive, c'est-à-dire, la même que celle du Gouvernement républicain. Où est donc la divergence de critère ? Elle se trouve dans l'aspect négatif, dans l'attaque aux Institutions Républicaines dont on veut restreindre l'action afin de mieux les remplacer au nom de l'efficacité et du « réalisme ». Encore le souvenir de Vichy. Les tempéraments personnels et passionnés de quelques leaders de l'aventure accentuent la primauté du côté négatif et donnent à l'obsession initiale son caractère spécial. Mais l'aventure fait faillite. Car une légitimité, un droit, ne peuvent être supplantés qu'en cas de force majeure, et cela à la presque unanimité. Cette unanimité n'a pas été atteinte, même au sein du parti socialiste, et heureusement on n'est pas sur le chemin de la trouver ailleurs.

*Le problème espagnol déborde toute tentative de manœuvre. Il s'agit bien d'une question internationale qui doit être résolue dans le cadre de l'O.N.U. Tel a été l'avis du Gouvernement républicain, et la politique qu'il a suivie est là pour le prouver. Par contre, les monarchistes tournent le dos à l'O.N.U. et n'acceptent pas la consultation préalable. Dans cet état de choses, toute action tendant à diminuer l'autorité du Gouvernement et à annihiler les Institutions légitimes devient une maladresse.*

*L'aventure que M. Prieto vient de proposer trouble les esprits, neutralise les démarches et éloigne la solution dans l'ordre international. Dans le cadre espagnol, elle facilite le développement de la cinquième colonne, divise les Partis et pousse ceux-ci et certains hommes politiques vers un nouveau Vichy. Vers une sorte de capitulation de fait que personne ne réclame, que personne ne désire et que personne ne trouve nécessaire, pour arriver à une solution raisonnable et claire du problème espagnol.*

Août 1947.

POINTS DE VUE

## La « troisième force »

La Démocratie n'a-t-elle pas le droit de se défendre ?

On s'en doute, certainement, et voilà la « troisième force » qui se constitue.

Elle se constitue dans toutes les démocraties européennes, pour tenter de reconstruire pendant la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle ce qui a été bouleversé au cours des derniers quarante ans, par suite des aventures et des entrecroisements que les Peuples ont encourus, aveugles comme les forces de la nature.

\* \*

Des rangs des classes moyennes, véritable pépinière des élites modernes — professeurs, ingénieurs, chefs d'entreprises, techniciens, militaires — sont sortis les plus farouches défenseurs des dictateurs, les plus enclins à fabriquer, à stimuler et à soutenir les agents providentiels.

A vrai dire, cette tendance de certains éléments d'élite n'est que la confession publique d'impuissance ; c'est bel et bien une démission du rôle directeur intelligent, au profit des forces déchainées. C'est l'annulation de tout principe d'élite, de sa raison d'être. C'est ainsi que l'on excite partout, au nom de l'Autorité et de l'Ordre, vers la lutte civile, vers le totalitarisme plus ou moins camouflé, et vers la guerre.

De même, la fuite spirituelle, sinon physique, de quelques élites vers l'extrême-gauche, n'est qu'une crise par le vide, — vide intime, ou vide électoral — par manque de foi ou excès d'ambition ; refus, en somme, de surmonter les difficultés de l'heure, avec honnêteté intellectuelle et morale.

C'est ainsi que l'on a affaibli la Démocratie, en lui prêtant figure de croquemitaine, en créant de la confusion avec l'Aventure et la Peur, au nom de la Justice Sociale et de la Liberté.

Il faut faire attention.

\* \*

La Démocratie est devenue squelettique dans le corps social moderne, non pas par ancienneté, pas plus que par l'épuisement, mais par inefficacité.

Elle a été vidée de sa substance par les faussaires de la droite d'une part et par les fuyards vers l'extrême-gauche de l'autre,

camelots, crieurs qui ont presque partout réussi à lui enlever le sang jeune et populaire.

Parmi l'Europe en crise, une jeunesse sans espoir, la même qui hier marquait le pas sans broncher, rongé aujourd'hui les poignets et s'affole en criant contre tous et contre tout. Des masses populaires déçues par le manque d'élan et d'efficacité des Démocraties (dont seules sont responsables les « cinquièmes colonnes » de droite et de gauche installées à l'intérieur) s'en vont avec ceux qui font les gestes les plus spectaculaires et les plus absurdes.

Une Démocratie normale ne se développe pas dans ce climat ; pas plus qu'elle ne sera gouvernée par des « démocrates d'occasion » par excès ou par défaut.

Il faut tirer les Démocraties européennes de cette situation. Avec force. Et urgence.

\* \* \*

Toute adhésion politique relève d'une attitude morale, c'est-à-dire, au fond, elle relève d'une foi. Il y a une foi démocratique ; il doit y avoir une mystique républicaine. Ceux qui se refusent — au nom de la raison — à accorder à la Démocratie une mystique, sont en train d'oublier que la Démocratie n'est pas une chose scientifique ou métaphysique, mais humaine, vraiment humaine. Elle a besoin d'une foi, d'une mystique passionnée et d'un appareil défensif, d'autant plus qu'elle est une chose terrestre, de par-tout, pour tous les hommes.

Comme telle, elle a le droit de vivre et de se consolider, de défendre son existence comme tous les être vivants. En d'autres termes, elle doit être disposée à pratiquer la cordialité envers l'ensemble, dans la même mesure où le désir de vivre en paix soit partagé par les ennemis, ouverts ou camouflés ; dans la même mesure où la collaboration de bonne foi soit respectée par les extrêmes, qui ne désarment jamais.

Une Démocratie ne peut pas permettre que le Peuple — tous les citoyens — soit emporté, arraisonné ou écrasé par les irresponsables de la caserne, de l'église ou du syndicat.

\* \* \*

C'est en France qu'ont été conçues et la théorie et la pratique du grand essai historique de la « troisième force », celle de la Démocratie. L'expérience se développe parmi les angoisses de la crise et les difficultés d'une période de détresse. Voilà son plus grand mérite.

C'est la seule chance qui reste de sauver le XX<sup>e</sup> siècle de la catastrophe définitive et d'épargner au Monde un nouveau déluge universel. Personne n'a le droit de hausser les épaules.

Pour les démocrates espagnols, il y a là une raison pour réfléchir, une leçon pour agir, un espoir d'avenir.

Car, malgré tout, nous sommes des républicains. Nous ne pouvons, nous ne devons pas, nous n'aimons pas être autre chose. Anachronisme ? Naïveté ? Que voulez-vous ? Nous croyons, car nous n'avons pas perdu la foi, nous croyons encore et toujours à la République.

Décembre 1947. \*

## SOMMAIRE

---

|  | Pages |
|--|-------|
| Quelques instants avec M. Torres Campana . . . . . | 5     |
| L'heure de la France . . . . .                     | 9     |
| Une nouvelle non-intervention . . . . .            | 12    |
| La Victoire . . . . .                              | 15    |
| Vive la République Espagnole . . . . .             | 17    |
| Quelques vérités . . . . .                         | 21    |
| Idées et heures décisives . . . . .                | 24    |
| Le franquisme sans Franco . . . . .                | 27    |
| Pas de plébiscite . . . . .                        | 28    |
| La Raison et le Droit . . . . .                    | 30    |
| Logique phalangiste . . . . .                      | 33    |
| Problèmes de l'heure . . . . .                     | 35    |
| Les dictatures ne payent pas . . . . .             | 37    |
| Stabilité et Sécurité . . . . .                    | 39    |
| Vers un nouveau Vichy . . . . .                    | 42    |
| La « Troisième Force » . . . . .                   | 45    |

